



Clément de Gaulejac, affiche «Il ne restera pas toujours la culture», dessinée en soutien à la Grande Mobilisation des Artistes du Québec, 2024. Photo - Clément de Gaulejac.

AMBIVALENCES DE LA GRATUITÉ

■ Manifestation

Depuis le printemps 2024, le milieu artistique se mobilise¹ pour faire entendre sa colère à l'endroit d'un gouvernement toujours prêt à déchirer sa chemise pour défendre la Culture Québécoise avec un grand C et un grand Q, mais qui n'a que peu de considération pour ceux qui la font exister. Et quand il consent à délier les cordons de la bourse, c'est au prix de redditions de comptes toujours plus mercantiles (la proposition artistique est-elle vendable? sur quel marché?) quand elles ne sont pas mesquinement nationalistes (la proposition artistique va-t-elle faire se gonfler de fierté la poitrine des Québécois-es²?).

Au-delà de la colère politique que suscitent ces conditions asséchantes, la mobilisation des artistes est portée par la profonde détresse de voir disparaître une bohème sans doute moins sublimée que celle de la chanson d'Aznavour, mais qui échappait néanmoins, tant bien que mal, aux exigences du grand marché capitaliste. Un réel danger d'extinction menace l'existence des artistes indépendant-es que l'on dit «à projet», faute d'un meilleur terme pour les nommer. Jusqu'à présent, ces artistes s'accommodaient vaille que vaille de revenus faméliques. Le faible coût des loyers permettait aux vocations de s'épanouir dans une pauvreté qu'un riche capital culturel rendait toute relative. Avec la crise du logement et l'inflation, ces fragiles conditions de vie sont menacées et les instances gouvernementales chargées de les protéger ne semblent guère s'en émouvoir. Initié par le milieu du théâtre, un mouvement social est apparu pour protester contre cette dégradation brutale de la situation et les négligences qui la rendent possible. Le mouvement a pris de l'ampleur et la grogne a fini par gagner d'autres disciplines artistiques, la danse, les arts visuels, la musique, etc. L'apparition de cette mobilisation constitue une grande

source de joie dans un contexte politique rongé par l'anomie et la tentation autoritaire. Car n'en déplaise à l'éditocratie extrême-centriste, l'addition des ressentis individuels n'est pas condamnée à faire le lit des populismes (mot-valise permettant de supposer une équivalence entre les protestations de gauche et d'extrême droite). Portée par l'élan collectif, la somme des petites douleurs et des grandes anxiétés s'est muée en solidarité effective: une joie performative et contagieuse qui n'a rien de ressentimental. La cause est commune et la lutte est populaire. À quoi l'on pourrait ajouter qu'elle ne fait que commencer, mais j'écris ces lignes au début de l'été 2024 et il est toujours hasardeux de commenter par avance les temps qui viennent.

« La fête aux arts gratuits est terminée »

Quand j'ai décidé de m'engager dans le mouvement de défense des arts, je l'ai fait de plusieurs façons. En prenant la parole publiquement lors de la manifestation du 18 avril 2024, en rédigeant des appels à mobilisation ou en dessinant des affiches – notamment celle qui annonce qu'«il ne restera PAS TOUJOURS la culture», contrairement à ce que prétend le titre d'une des émissions phares de Radio-Canada, et une autre certifiant que, malgré leur invisibilisation médiatique, les arts visuels sont bien vivants, du moins autant que ceux que l'on dit tels. Certains de ces appels ont été rédigés ou dessinés individuellement et d'autres l'ont été à quatre mains avec ma complice en agit-prop Edith Brunette, à qui l'on doit la tribune «La fête aux arts gratuits est terminée».

La formule sonne comme une claque. Dans le contexte de notre lutte, elle signifie que les artistes ne vivent pas seulement

d'amour et d'eau fraîche, que dans notre monde aussi il faut hélas payer le loyer, l'épicerie, la réparation du vélo et les frais de garde des enfants. Quiconque s'est engagé dans une carrière artistique sait la difficulté de vivre de son art. À de rares exceptions près, les artistes visuels travaillent dans un contexte de quasi-gratuité. Dans une société qui ne sait valoriser que la marchandise, ce qui n'est pas à vendre apparaît comme sans valeur. Pourtant, tout le monde s'accorde à dire que l'art est précieux. On aime l'art, mais sa valeur n'est pas quantifiable. Or, ce qui n'est pas monnayable est souvent perçu comme sans intérêt. Il y a bel et bien un marché de l'art, mais cette réalité ne doit pas nous faire oublier que l'art n'est pas une marchandise. «L'art, c'est ce qui rend la vie plus intéressante que l'art», affirmait l'artiste et poète Robert Filliou. Ce qu'il voulait dire, c'est que l'expérience artistique est au fondement de l'expérience humaine. L'art est une attention aux autres et au monde qui rend cette expérience intéressante, déliée de son aliénation au travail et à la consommation. L'art est une recherche, un bouillonnement qui produit toutes sortes de choses. Et parmi toutes ces choses, il y a celles qui font que la vie vaut d'être vécue. Ce n'est pas rien.

Ainsi, la formule «la fête aux arts gratuits est terminée» convoque la notion de gratuité pour insister sur la difficulté de rémunérer une activité dont la «valeur» est précisément d'échapper à l'emprise du capital. Dans le cadre du mouvement de défense des arts, j'endosse complètement cette revendication. Or, il se trouve qu'à peu près au même moment, je me suis engagé dans une aventure qui se propose d'explorer la notion de gratuité en suivant un tout autre chemin, à la fois plus utopique et plus fantaisiste.

Le Parti sans payer,
jusqu'à la gratuité

À l'issue d'une discussion publique dans le cadre de mon exposition *Les maîtres du monde sont des gens*, présentée à l'automne 2023 à la Maison de la culture Rosemont-La Petite-Patrie, nous nous sommes retrouvé-es, un petit nombre d'ami-es, réuni-es dans ma cuisine autour d'un plat de spaghettis et de quelques bouteilles. Il y avait là Milord Gormit, Boule Boily, Délicate Laflamme, Minoune Gagné et Bubulle de J'offre. Autant dire que la discussion allait bon train. Au paroxysme de l'enthousiasme et du dévouement, nous en sommes venu-es à considérer qu'il était temps de fonder un parti politique. Ainsi est né le Parti sans payer (PSP), dont le mandat est si simple qu'il s'énonce d'un trait: jusqu'à la gratuité. On reconnaît bien sûr dans ce slogan l'un des motifs de la grève étudiante de 2012, qui revendiquait la gratuité scolaire. Mais le programme du PSP va au-delà: pourquoi acceptons-nous si docilement de payer pour vivre, soit pour nous loger, nous nourrir, nous vêtir, etc.? Pourquoi acceptons-nous comme une évidence du progrès cette aliénation aux forces du capital? Pourquoi ne nous autorisons-nous même plus à penser qu'il pourrait en être autrement alors que quantité d'êtres humains ont vécu sur cette terre sans en payer le prix? La question peut paraître naïve, mais cette naïveté est au cœur du projet utopique du PSP: une déconstruction radicale de l'évidence; un freinage d'urgence avec sortie de route et immobilisation majeure du trafic.

Dans *Au commencement était*³, David Graeber et David Wengrow montrent que de nombreuses civilisations ont placé l'exigence d'égalité au cœur de leur fonctionnement et ont décidé que, pour ce faire, il valait mieux



se passer de l'État et de ses seigneurs. Les êtres humains qui vivaient dans ces sociétés étaient-ils plus heureux que nous? Difficile d'en juger concernant les sociétés préhistoriques. Plus proche de nous, en revanche, il existe des témoignages écrits qui relatent une vie meilleure sans État, dont le désormais classique ouvrage d'An Antane Kapesch, *Je suis une maudite sauvagesse*⁴. Dans sa thèse, intitulée *L'art pour manger*, Amélie-Anne Mailhot explore la complexité de l'organisation politique, éthique et épistémique du monde innu avant «la conversion du vivant en capital»⁵. Son analyse se fonde sur l'idée que «l'impasse de compréhension entre les Autochtones et la *catégorie politique du Blanc utilisée par les Autochtones* est basée sur le fait que les premiers savent encore qu'on peut manger sans payer, ce que les derniers ont complètement oublié»⁶. La fréquentation de ces horizons politiques constitue un grand soulagement pour tous-tes ceux qui s'étonnent avec Fredric Jameson qu'il soit plus facile d'envisager la fin du monde que celle du capitalisme. L'existence des sociétés humaines sans l'État ni l'économie de marché dont il garantit la croissance infinie suffit à ouvrir une brèche dans la glu du présent. Le Parti sans payer s'inscrit dans cette perspective critique et poétique. Il reprend le flambeau de l'utopie et se promet de l'utiliser pour mettre le feu à quelques idées reçues qui nous empêchent de voir au-delà de la résignation mortifère.

À peu près au même moment, je me suis donc engagé dans des mouvements collectifs à la fois POUR et CONTRE la gratuité; POUR en imaginant un parti qui la revendique radicalement; CONTRE en participant à une mobilisation réclamant un financement plus juste du milieu des arts. Me voilà donc face à un sérieux problème de cohérence. Pour tenter d'y voir plus clair, ou à tout le moins

déplier le problème, je me permets de fouiller dans ma besace à anecdotes pour y puiser quelques scènes qui me semblent travaillées par les paradoxes de la gratuité – cette tension entre valeur et libre accès – autant qu'elles les travaillent.

Les pancartes en 2012

Je reviens à 2012, date clé dans l'histoire récente de la gauche québécoise et qui marque dans ma vie plusieurs tournants, notamment en ce qui a trait à ma propre pratique artistique. Avant la grève, je m'intéressais déjà à la politique, mais de loin. Je faisais de l'illustration, mais dans un contexte alimentaire seulement, c'est-à-dire que je n'y engageais pas ma production artistique «sérieuse»; celle-ci cultivait plutôt un genre de rapport doux-amer avec l'héritage de l'art conceptuel. Je m'adonnais à une exploration très structuraliste du pouvoir et des impasses du langage. Je le travaillais comme un matériau aussi plastique que sémantique. Les mots avaient des bords, on pouvait même les mettre en tas comme l'avait montré Robert Smithson dans *A Heap of Language* (1966). Cette aventure esthétique me passionnait, mais elle me chicotait aussi. Je voyais bien qu'elle s'inscrivait dans le cadre étroit d'une liturgie un tantinet académique. Cet art avait besoin de l'écrin institutionnel. Il était un peu trop fragile et délicat pour s'exposer aux frimas de la vraie vie. Quand j'y repense aujourd'hui, je le vois comme un plaid élégamment étendu sur les jambes d'un sémioticien dandy qui toussote au soleil pâle d'une station thermale. Vivre de cet art était une gageure. J'obtenais de temps en temps une bourse ou un cachet d'expo, mais rien qui me permette vraiment de «vivre de mon art». En 2012, cherchant un moyen de m'impliquer dans la grève, je

me suis mis à dessiner des pancartes pour les distribuer dans les manifestations⁷. Cette distribution était bien évidemment gratuite – le mouvement ne revendiquait-il pas la gratuité? –, mais des gens m’ont proposé d’acheter mes affiches. Et voilà où je voulais en venir. Pour la première fois de ma vie, des inconnu-es voulaient m’acheter mon art. Or, cette fois-là précisément, il n’était pas à vendre.

Les livres d’artiste de M & R

Je parle à des ami-es d’un projet que j’ai mené en collaboration avec Marc-Alexandre Reinhardt. En 2022-2023, nous avons créé ensemble une série de micropublications intitulées les *Cabiers des nuisances*⁸, qui retraçaient les étapes de notre enquête sur l’envahissement des pelouses du territoire lavallois par la larve du scarabée japonais, aussi connue sous le nom de ver blanc. Ces micropublications étaient imprimées en bichromie au risographe sur du beau papier crème, découpées et reliées à la main et envoyées gratuitement à qui en faisait la demande au centre d’artistes Verticale⁹. Chaque édition comptait environ une centaine d’exemplaires, qui étaient souvent réservés aussitôt que nous en annoncions la sortie. À mes ami-es, je racontais la petite tension que générait en moi ce vif – quoique relatif – succès. Je leur vantais la visée militante qui nous faisait considérer la gratuité comme une manière de faire échapper notre œuvre à la marchandisation. Mais je reconnaissais aussi que, quand même, c’était beaucoup de boulot tout ça et que des gens m’avaient assuré qu’ils auraient été heureux de payer pour avoir un si bel objet. Mes ami-es m’ont alors raconté qu’elles aussi avaient distribué un livre d’artiste gratuitement dans une de leurs expositions, mais que leur désarroi avait été grand quand iels se sont rendu

compte que certains exemplaires avaient abouti dans une poubelle à la sortie du centre d’art. Les visiteur-euses avaient pris l’objet machinalement et s’en étaient débarrassés-e aussitôt le coin tourné. On leur suggéra de vendre le livre plutôt que de le donner. Un petit 2\$ pour mettre le désir à l’épreuve. Personne ne ferait d’argent avec ça, mais les livres n’iraient pas à la poubelle.

Un mouvement politique peut-il prendre racine dans un jeu de mots?

Le 1^{er} juin dernier, juste après la conférence intitulée *Figures de la gratuité* que Dalie Giroux a prononcée sur le terrain vague d’Hochelaga¹⁰, nous avons décidé de distribuer des autocollants du Parti sans payer édités spécialement pour l’occasion. L’idée du PSP serait ainsi diffusée publiquement quoique de manière discrète. Sur l’autocollant on pouvait voir un petit lévrier noir aux chaussettes rouges, animal qui a suscité pas mal de discussions. À qui voulait en jaser, je confirmais qu’il faisait bien référence à l’emblème des autobus Greyhound, et que nous comptions d’ailleurs affréter un autobus pour organiser un trajet Montréal–Sept-Îles entièrement gratuit. Nous ne savions pas encore exactement quand ni comment ce *happening* pourrait avoir lieu, mais le transport collectif nous paraissait un bon champ d’expérimentation pour mettre en branle la bataille de la gratuité. Même Gerald Fillion de Radio-Canada semblait favorable à l’idée¹¹. Je fus pourtant surpris de rencontrer un fort scepticisme chez mes interlocuteur-ices. Comment allions-nous nous y prendre pour contourner les réglementations très strictes en matière de transport collectif? Qui allait

payer pour le gaz? Mon amie Valérie est venue à ma rescousse en arguant que là n'était pas la question, qu'il s'agissait surtout d'explorer le potentiel subversif et la puissance transformatrice d'un simple jeu de mots. Je l'ai regardée avec l'admiration que l'on réserve aux fulgurances de l'esprit et je me suis dit que je faisais encore de l'art conceptuel, finalement.

La bibliothèque anarchiste

La scène se passe à l'occasion d'un autre pique-nique, la saison y est favorable. Je présente encore une fois le projet du Parti sans payer à l'un des convives qui est bibliothécaire et qui possède une longue expérience de l'autogestion. Il me raconte qu'il avait fondé autrefois une bibliothèque anarchiste, mais que les livres qui étaient empruntés étaient rarement rapportés et que cela avait fini par le décourager. Il faut dire que le vol de livre est depuis longtemps l'un des principes fondamentaux de l'hygiène anarchiste. Il me conta d'autres anecdotes de ce type qui menaient toutes au même constat: il ne partageait pas mon enthousiasme pour la gratuité. L'amie avec laquelle il discutait ajouta qu'elle non plus n'y croyait pas, que sa petite entreprise ne survivrait pas si elle lui appliquait un tel programme. Cette anecdote n'a pas vraiment de chute, sinon celle du narrateur qui ravale un peu de son enthousiasme en constatant à quel point le terrain est miné et qu'il va falloir s'outiller davantage s'il veut vraiment mener cette bataille.

Valeur marchande vs valeur artistique

Ma dernière anecdote repose sur le récit d'une discussion avec Valérie Lefebvre-Faucher portant sur notre ambivalence à l'égard de la notion de droit d'auteur¹². Bien sûr, nous sommes d'avis qu'il faut monter aux barricades pour défendre nos droits et nos acquis collectifs chaque fois que cela est nécessaire. Mais nous ne pouvons pas nous empêcher de nous poser la question: qu'a-t-on *vraiment* à gagner en nous battant pour le droit d'auteur? Les recettes du droit d'auteur concernent une marge si minime des livres vendus qu'il est tout à fait illusoire d'espérer en vivre pour la grande majorité des auteur·rices. Combien sont ceux qui peuvent prétendre à une telle manne? Par ailleurs, quand on rapporte cette rémunération à l'économie générale dans laquelle elle s'inscrit, pourquoi défendre les intérêts d'ayants droit qui n'ont pas grand-chose à voir avec la création et sa juste rémunération? Le droit d'auteur n'est-il pas surtout calibré pour protéger les droits commerciaux d'héritier·ères et les intérêts de ceux qu'on appelle les géants du Web? N'est-il pas le plus souvent invoqué quand il s'agit d'empêcher la libre circulation des idées, des techniques et des remèdes? Bien entendu, ces réflexions ne signifient pas que nous soyons contre le droit d'auteur ou pour son abolition. On se demande seulement si cette bataille est celle qu'il faut mener. Est-ce sur la base de leur valeur (marchande) qu'il faut protéger la valeur (artistique) des œuvres et la juste rémunération de ceux qui les produisent?



ARTS VISUELS
INVISIBLES



ARTS VISUELS
INVISIBLES



ARTS VISUELS
INVISIBLES



ARTS VISUELS
INVISIBLES



IL NE RESTERA
PAS
TOUJOURS
LA CULTURE

IL NE RESTERA
PAS
TOUJOURS
LA CULTURE

Encore une fois, l'idée n'est pas de revendiquer la gratuité comme appauvrissement des artistes, mais de s'interroger sur un mode de rémunération qui nous assujettit de facto à un système – l'État capitaliste – que l'on conteste par ailleurs.

« Sur quoi (ne) travailles-tu (jamais)
en ce moment ? »

À cette question s'ajoute celle de l'artiste revendiquant le statut de travailleur·euse comme les autres. Exprimer sa solidarité avec le monde ouvrier me paraît essentiel, mais, pour autant, l'artiste est-il vraiment un·e travailleur·euse comme les autres? En choisissant la voie de l'art, ne rompt-il pas au contraire avec le monde du travail? Ne revendique-t-il pas un type de production de valeur radicalement opposée à celle qui est enseignée dans les écoles de commerce? Et le terme de *production* est-il bien choisi quand on parle d'art? « Sur quoi travailles-tu en ce moment ? » est une question rituelle quand deux artistes se croisent et semblent avoir oublié le mot d'ordre situationniste qui prescrivait: « Ne travaillez jamais¹³. »

Je cite encore Dalie citant Richard Desjardins lors de sa conférence dans le terrain vague: « C'est pas une job que je veux, c'est de l'argent. » Il n'y a pas de vertu dans le travail quand on l'effectue juste pour survivre. L'imaginaire du travail salarié qui rend l'homme beau et la femme fière est une fiction qui ne nourrit que les intérêts des capitalistes. Dans ce contexte, affirmer que nous ne sommes pas des travailleur·euses comme les autres ne permettrait-il pas d'ouvrir une

brèche dans notre imaginaire politique bouché? J'ai conscience que ce débat est miné, que la figure de l'artiste ouvrier·ère fait rempart à un autre spectre: l'artiste aristocrate faisant valoir ses privilèges de membre de l'élite. Par ailleurs, je sais que la plupart des artistes sont des travailleur·euses acharné·es et perfectionnistes qui ne comptent ni leur temps ni leurs taux quand il s'agit de mener à bien leurs projets. La figure de la gratuité comme boussole est opératoire si – et seulement si – on y a recours de manière subversive et affirmative, en référence à sa lointaine étymologie: est gratuit ce qui est gracieux. Or l'art est gracieux. Donc l'art est gratuit. Mais les sophismes ont mauvaise presse et les évictions se multiplient...

*

Il y a un dessin de Thibaut Soulié que j'adore et que j'aime raconter. On y voit un homme préhistorique occupé à peindre les parois de la grotte Chauvet à la lueur d'une torche. Un de ses contemporains survient, les mains dans les poches, et lui demande d'un air blasé:

— Et sinon, t'as un vrai métier? Genre chasseur-cueilleur?

Le regard du peintre se perd dans le vide, son geste est suspendu. Il a l'air accablé. Ce dessin est une petite merveille qui active à peu près tous les problèmes que j'ai tenté d'évoquer dans ce texte, alors je crois que je vais lui laisser le soin de conclure mon propos. La question de la valeur et de l'utilité de l'art est une moulinette dialectique qui n'a pas fini de tourner. Profitons-en, c'est gratuit.

1. Notamment au sein de la Grande mobilisation pour les arts au Québec (GMAQ).
2. François Legault cité par *L'actualité*: «Je souhaite que les Québécois soient encore plus fiers d'être Québécois en visitant le [futur Musée national de l'histoire du Québec.]» Patrice Bergeron, *La Presse canadienne*, 25 avril 2024.
3. David Graeber et David Wengrow, *Au commencement était. Une nouvelle histoire de l'humanité*, traduit de l'anglais par Élise Roy, Paris, Les liens qui libèrent, 2022 [2021].
4. An Antane Kapesch, *Je suis une maudite Sauvagesse/ Eukuan nin matshi-manitu innushkueu*, traduit de l'innu par José Mailhot, Montréal, Mémoire d'encrier, 2019 [1976].
5. Amélie-Anne Mailhot, «L'«art pour manger»: explorations du complexe de l'autonomie alimentaire innue comme mémoire de liberté politique dans les lieux de friction des habitations politiques du Nitassinan», Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 2019, p.413.
6. *Ibid.*
7. Voir *Motifs raisonnables, dix ans d'affiches politiques*, Montréal, Écosociété, 2023; et Dalie Giroux, «Clément de Gaulejac, Mindfuck en deux temps (ou: les images dialectiques)», *Spirale*, n° 271 (hiver 2020), p. 50-61.
8. *Les Cahiers des nuisances*, six numéros publiés aux éditions du Clinique, Gatineau, 2022-2023.
9. Marc-Alexandre Reinhardt et Clément de Gaulejac, *L'enquête des nuisances*, Centre Verticale, dans le cadre de la troisième saison de la programmation *Fermentation, science et fiction*, 2022-2023.
10. Festival de la décroissance, 1^{er} juin 2024, Terrain vague d'Hochelaga.
11. Gérald Fillion, «Et si le transport en commun était moins cher, voire gratuit?», *Radio-Canada*, 25 avril 2024, en ligne: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2067596/transport-commun-deficits-gratuite-financement>.
12. Voir à ce propos l'article «L'internationale des chats», publié anonymement dans le numéro «Anonyme» de la revue *Liberté*, n°340 (automne 2023), p.35-38.
13. «Ne travaillez jamais» est un slogan tracé à la craie par Guy Debord sur un mur de la rue de Seine, à Paris, en 1953. Il est intéressant de noter que ce graffiti doit sa postérité à un photographe, Louis Buffier, qui n'était ni lettriste ni situationniste, mais qui avait recueilli l'inscription pour l'ajouter à sa série de cartes postales de fantaisie intitulée «les conseils superflus». Ce n'est que dix ans plus tard que la revue de *l'Internationale situationniste* a republié le cliché en le revendiquant comme geste fondateur.